

Débat sur l'élection de Sarkozy et sa signification

Le questionnaire ci-dessous a servi de base de départ pour une intervention lors d'une émission de radio en juillet 2007 et une discussion avec des camarades de différents pays en août 2007. Nous avons inséré dans le texte quelques-unes des réflexions des participants à ces discussions, malheureusement de façon assez lapidaire puisque nous ne disposons que de notes partielles. (*Ni patrie ni frontières*).

LE PERSONNAGE

Quels sont les éléments biographiques qui peuvent aider à comprendre son ascension rapide à la tête du premier parti de droite, puis son succès à la présidentielle ?

Même s'il ne vient pas d'une famille de gros capitalistes, et s'il n'a pas étudié dans les grandes écoles qui préparent les enfants de la bourgeoisie à gérer l'Etat et les grandes entreprises publiques (Sciences Po, ENA, Polytechnique, etc.) il est cependant le fils d'une avocate suffisamment riche pour élever toute seule ses quatre garçons, les envoyer dans une école catholique privée, puis à l'université (elle a dû financer encore, pendant au moins 5 années supplémentaires, les études supérieures de ses enfants). On voit bien que le «Petit Démagogue» est loin d'avoir eu une enfance «difficile», comme il tente de nous le faire croire. (Pour plus de détails, voir, dans ce numéro, *Chronologie d'une lente ascension*, et *Sarko-Neige et les 7 milliardaires*.)

Sarkozy est-il un politicien qui fait preuve d'une simple habileté manœuvrière ou incarne-t-il un courant socio-politique en expansion ?

Il est sans doute un peu tôt pour répondre à cette question. La première chose, et la plus importante, que l'on doit faire c'est de se débarrasser de tous les mythes nationalistes propagés par la gauche, l'extrême gauche et même quelques libertaires en mal d'arguments percutants. Donc ne pas présenter Sarkozy comme

- * le représentant du Parti de l'Etranger (une vieille accusation portée contre la droite depuis... 1789),

- * un clone de Bush (à cause des convictions religieuses de Sarkozy exposées notamment dans son livre *La République, les religions, l'espérance*, cf. l'article de Richard Monvoisin partiellement reproduit dans *Ni patrie ni frontières* n° 18-19-20); parce qu'il a reçu Tom Cruise, membre de l'Eglise de Scientologie, quand il était au ministère de l'Intérieur; parce qu'il aurait – sans qu'on fournisse la moindre preuve sérieuse à l'appui de cette accusation – été favorable à l'intervention américaine en Irak en 2003, etc.,

- * un Berlusconi à la française (en raison de ses liens avec plusieurs patrons des médias), alors que sa fortune personnelle et surtout son parcours politique n'ont absolument rien de comparable,

- * un substitut de Le Pen (pour sa capacité à reprendre une partie des «concepts» du FN, puis à capter l'électorat du parti d'extrême droite, toujours présenté comme «fasciste» ou «nazi», donc pas vraiment «français» dans l'inconscient collectif républicain, de droite comme de gauche).

En fait, les discours de Sarkozy répondaient, pendant la campagne, aux mêmes besoins que les propos de Ségolène Royal, son adversaire aux présidentielles. Tous deux ont utilisé le thème de la «sécurité», tous deux sont opposés à l'ouverture totale des frontières et à la liberté des migrations, tous deux ont vanté les mérites de ceux qui «travaillent dur» ou se «lèvent tôt», tous deux ont condamné Mai 1968, même si ce fut pour des raisons légèrement différentes.

Sarkozy a condamné Mai 68 parce qu'il considère que tout ce qui va mal en France depuis 40 ans serait la faute aux «gauchistes» et à «l'esprit de 68»: l'absence de désir des jeunes de bosser, leurs réticences vis-à-vis des travaux manuels mal payés, le prétendu «manque de valeurs» de la jeunesse (ses mésaventures conjugales en témoignent...), le manque d'autorité de leurs parents (avec un père don juan, absentéiste et incapable d'aider financièrement ses enfants, et son ex, Sarkozy sait de quoi il parle...), l'absence de respect pour les profs et les flics (on notera que le Président a comparé les juges à des «petits pois»...), etc.

Ségolène Royal a condamné implicitement la grève générale de Mai 68 parce qu'elle aurait «bloqué» le pays (c'est l'expression qu'elle a utilisée lors de son meeting géant à Charléty sans que personne ne relève ses propos réactionnaires), et parce que le dialogue social et sa fumeuse «démocratie participative» pourraient empêcher aujourd'hui les salariés et les patrons de s'affronter comme ils l'ont fait, il y a bientôt quarante ans.

Quel rôle ont joué notamment ses liens avec les hauts responsables et les journalistes des grands médias ?

Il est évident qu'ils ont eu un rôle important, dans la mesure où Sarkozy est un de leurs amis personnels. Mais il faut dire aussi que les journalistes avaient un sujet en or, un « bon client » comme ils disent dans ce milieu de flagorneurs et de lèche-bottes généralement incultes:

– un individu (Sarkozy) qui cherchait à faire la une des médias tous les jours, à propos de toutes sortes d'événements importants ou secondaires, quand il était ministre de l'Intérieur. Et, depuis qu'il est président, il continue sur sa lancée, n'hésitant pas à se précipiter sur le moindre fait divers pour l'exploiter politiquement, tout en faisant preuve d'une compassion aussi multiforme que médiatique.

– Un type qui les invitait tout le temps à manger au restau, à boire un pot pour discuter, qui les appelait sans cesse au téléphone pour distiller infos et ragots.

– Un mec qui les a utilisés dans ses batailles politiques contre d'autres dirigeants de la droite et d'autres candidats au sein de l'UMP.

Plus précisément, dans quelle mesure les médias ont-ils contribué à faire ce qu'il est aujourd'hui ?

Je ne suis pas sûr que les médias l'aient « fabriqué », puisqu'il avait l'intention de devenir président de la République depuis au moins 1982. Depuis lors, ils sont devenus de grands amis (ils vivaient dans la même banlieue, Neuilly, véritable camp retranché de la bourgeoisie et du show-bizz dont Sarkozy a été le maire pendant vingt ans; et, une fois président il a bien sûr pistonné son pote pour une commission sur la « libération de la croissance française » – tout un programme !). Et c'est probablement l'une des raisons pour lesquelles Sarkozy a noué tant de contacts parmi les dirigeants du PS et des syndicats, contacts qu'il a exploités bien avant de parvenir à la tête de l'Etat. Si l'on étudie sa carrière politique, le déroulement de celle-ci semble tout à fait planifié et rationnel: Sarkozy a commencé comme simple militant de base au RPR quand il y a adhéré en 1974 et il a grimpé assez rapidement, et de façon parallèle, tous les échelons de l'appareil du Parti et de l'Etat (cf. *Les 7 étapes de la carrière du « Petit Démagogue »*).

En réfléchissant à cette évolution très progressive, on a plutôt l'impression que ce sont les médias qu'il a utilisés, plutôt que l'inverse.

LE «SARKOZYSME»

Sarkozy est-il l'incarnation d'une nouvelle sensibilité de droite et/ou d'un nouveau style de gouvernement, autrement dit peut-on parler de «sarkozysme» ?

Il essaie d'incarner une nouvelle sensibilité de droite. Le problème est que ses ministres et les dirigeants de son parti ont bien du mal à se débarrasser d'un langage hérité de la guerre froide. Mais reconnaissons qu'ils font tous un gros effort pour répéter en boucle qu'ils sont à l'écoute de tout le monde, prêts à négocier, etc., même si les Bertrand, Hortefeux, Coppé, Borloo, Péresse et autres clowns ne pensent pas un traître mot de ce qu'ils racontent dans les médias. Il faut noter également que Sarkozy a réussi jusqu'ici à imposer la présence de ministres ou de secrétaires d'Etat considérés comme « de gauche », à ses amis réticents de la droite, ce qui contribue à enjoliver la mystification.

Sur le plan des institutions et du gouvernement, il est assez évident que Sarkozy veut tout contrôler et qu'il laisse très peu de latitude au Premier ministre et même au Parlement, même s'il prétend rehausser le rôle des parlementaires... en venant leur expliquer régulièrement sa politique !

Il est clair qu'il veut être réélu en 2012, et qu'il fera probablement campagne pendant les 1800 jours qui nous séparent de la prochaine présidentielle. Cependant, son appel incessant au « pragmatisme », qu'il oppose à l'« idéologie », fonctionnera uniquement s'il obtient des résultats concrets. L'adoption probable du mini traité européen ou la libération des infirmières bulgares qu'il a présentés, et orchestrés, comme étant des succès personnels ne suffiront pas, à long terme, à lui conserver le soutien des électeurs des classes populaires qui se sont laissé séduire par son bagout et ses promesses.

Peut-on parler d'un sarkozysme ? Qu'est-ce qui le distinguerait du gaullisme ou du chiraquisme ?

Sur le plan des idées, il n'existe pas de différences fondamentales, du moins pour le moment. Sarkozy a rencontré beaucoup d'intellectuels durant les années précédant son élection et ce qui les a frappés c'est qu'il ne les écoutait pas, et ne retenait que des détails mineurs de leurs démonstrations ou argumentations. Ses livres montrent qu'il est totalement incapable de formuler des idées sophistiquées. Dans *La République, les religions, l'espérance*, il se contente de répéter pendant 300 pages que les gens ont besoin d'espoir, que la religion apporte de l'espoir et que pour cette raison la religion joue un rôle positif, car elle donne – devinez quoi ? – de l'espoir ! Ce livre ne contient aucune idée originale, ce n'est qu'une succession de lieux communs.

Quant à *Libre et Ensemble*, ce sont des ouvrages du même tonneau: un vocabulaire très limité, des phrases simples et le minimum d'idées. Sarkozy ne fait que répéter ce que les gaullistes répètent depuis 1947, date de la fondation du Rassemblement du peuple français (RPF). Sarkozy vante ceux qui travaillent dur, il prône la coopération entre les classes, défend les aspects « positifs » de la présence française dans ses anciennes colonies, attaque les « idéologies » (De Gaulle attaquait

fréquemment le marxisme et le communisme, ce qui, en langage codé, revient au même). Il est vrai que Sarkozy a lancé dans le débat public quelques idées nouvelles, mais au contenu flou et imprécis, comme la TVA sociale, l'Union méditerranéenne, ou sa proposition de mettre en place une sorte de discrimination positive «à la française» (notons qu'il ne s'est guère battu pour cette dernière idée: elle ressemblait davantage à un moyen d'embarrasser la gauche, que de combattre sérieusement le racisme et la discrimination en France). On ne peut que rester sceptique devant ces propositions éphémères qui servent surtout à occuper les médias.

SARKOZY, REPRESENTANT DE LA CLASSE DIRIGEANTE

La gauche, l'extrême gauche et certains libertaires ont essayé de dépeindre Sarkozy sous les traits d'un «fasciste», ou plus souvent comme un simple imitateur de la Droite chrétienne ou des néo-conservateurs américains, mélangeant allégrement deux courants qui sont pourtant très différents; comme l'explique Olivier Roy dans *Le Croissant et le chaos*, les néo-conservateurs sont, en fait, assez proches de certaines «valeurs» de la... gauche:

«Ils n'ont, au début du moins, aucune vision négative de l'islam, et leur politique prend le contre-pied du clash des civilisations de Huntington. Ils sont donc d'accord avec la gauche, qui veut éliminer le terrorisme par le traitement politique et social de ses causes, mais ils excluent de celles-ci l'impact de la politique américaine. Ils partagent avec la gauche une confiance dans les dynamiques populaires et une méfiance envers les élites au pouvoir, se montrent très méfiants envers l'État, et défendent le concept de société civile, mais celle-ci est basée pour eux sur les individus entrepreneurs et les personnalités démocratiques, plutôt que sur les mouvements collectifs. Ils sont universalistes et pensent que les valeurs politiques, comme la démocratie, peuvent être partagées par tous. Ils sont interventionnistes et reprennent la théorie du droit d'ingérence, élaborée dans des milieux plutôt de gauche. Loin d'incarner une tradition réactionnaire et conservatrice, les néo-conservateurs empruntent donc beaucoup à une pensée réformatrice de gauche et capitalisent sur un universalisme militant propre aux années 1979 et 1980.» Même si Olivier Roy tord un peu trop le bâton dans l'autre sens pour contrer le discours du «gauchiste» moyen, avouons que son analyse ouvre des perspectives originales...

Ceux qui comparent la stratégie de Sarkozy avec celle de la Droite chrétienne américaine ou des néo-conservateurs tentent de nous faire croire que les idées de Sarkozy viendraient uniquement d'Amérique. Cette tentative de manipulation grossière est évidente chez collaborateurs du *Monde diplomatique*, comme Serge Halimi, dont l'idéologie se réduit à un gaullisme de gauche déguisé sous un verbiage radical. C'est pourquoi les journalistes ou les groupes qui présentent Sarkozy comme un «pro-américain» cachent le fait que toutes les valeurs fondamentales de la droite française n'ont pas fondamentalement varié depuis 200 ans et que la réaction franco-gauloise n'a nul besoin d'une inspiration étrangère: l'importance de la loi et de l'ordre, l'apologie du rôle pacificateur et formateur des religions, le culte du travail et de la responsabilité, la défense de la famille, l'hostilité vis-à-vis des migrants, la volonté de nier les réalités quotidiennes de la lutte des classes, etc., tout cela fait partie du patrimoine de la droite française.

Et il faut que ce soit un pantin comme Bernard Henri-Lévy, par exemple, qui rappelle les tonalités maurassiennes des discours écrits par le tandem Sarkozy-Guaino ! Un comble !

Pour prendre un seul exemple, je doute que Bush, ou qui que ce soit dans la Droite chrétienne, puisse promouvoir les mérites et la sincérité de l'amour homosexuel comme le fait Sarkozy dans deux de ces livres (cf. les comptes rendus d'*Ensemble* et de *Libre* dans ce numéro). Et je doute aussi que Bush ou quiconque dans la Droite chrétienne ou chez les néo-conservateurs reconnaisse le rôle positif de la CGT ou celui du Parti communiste dans la Résistance (cf. à nouveau les opus de Sarkozy) ou l'importance du rôle de l'État dans l'économie pour aider les industries high tech et les PME dynamiques.

Le sarkozysme n'est rien d'autre qu'un recyclage de la vieille idéologie national-gaulliste, dont la forme a été considérablement modernisée (utilisation intensive des médias, liens personnels étroits avec les journalistes, révélations sur la vie privée du Petit Démagogue distillées par lui-même, etc.), mais dont le contenu n'a guère varié.

La principale innovation, par rapport au gaullisme, concerne – peut-être – le rôle du Parti. De Gaulle n'avait aucune confiance dans les partis, lui-même employait l'expression de «godillots» pour caractériser les militants du RPR. C'était un Bonaparte, dans le vieux sens marxiste du terme utilisé pour qualifier le régime de Napoléon III... dit, lui aussi, «le Petit». Un politicien qui voulait apparaître comme la Voix de la Nation, en se passant de tout intermédiaire. Les partis gaullistes étaient toujours soumis au Chef suprême, même si les choses changeaient généralement au fur et à mesure que croissaient les appétits des barons du parti. Chirac a utilisé le parti gaulliste de la même façon. Sarkozy, lui, tente de transformer l'UMP en une structure plus militante, qui ne se réduise pas à une machine électorale, ou à un club de patrons et de lobbyistes (cf. *Un parti conservateur de masse*).

C'est le rôle qui a été dévolu par exemple aux fédérations professionnelles de l'UMP qui lui ont permis de concevoir un programme assez précis (même s'il était souvent fantaisiste sur l'origine des ressources financières destinées à le financer) dans tous les domaines de l'économie et de la société. Et ce programme a probablement contribué à sa victoire électorale. Sarkozy est apparu beaucoup plus crédible et «pragmatique» (son mot fétiche), parce qu'il avait un catalogue précis de réformes – ou de «contre-réformes».

Marie: Traditionnellement la droite était représentée par la haute bureaucratie d'État et avait peu d'ancrage populaire. En consolidant l'UMP, en lui donnant des racines locales et professionnelles, il est possible que Sarkozy ait commencé à changer l'image de la droite auprès d'une partie des salariés.

Alain: Il faut savoir que, en 30 ans, Sarkozy est passé du gaullisme social (Chaban-Delmas puis Chirac) à un soutien affirmé à la libre concurrence et à la dictature du marché (Baladur) pour revenir finalement au gaullisme social, comme en témoigne son discours du 14 janvier 2007 à la porte de Versailles.

Le fait que Sarkozy ne soit pas lui-même issu de la classe capitaliste change-t-il la donne par rapport à d'autres dirigeants qui l'ont précédé?

Sarkozy a «changé» durant les deux mois qui ont précédé son élection comme en témoigne son livre *Ensemble* publié en mai 2007. Il a abandonné certaines de ses idées dites «libérales», pour adopter un ton plus gaullien, une posture «au-dessus des partis»... tout en voulant garder la haute main sur l'UMP. Comme il veut représenter la Nation, il essaiera d'éviter d'apparaître comme trop lié aux grands patrons qui sont ses amis. En même temps, juste après son élection, il a passé trois jours sur le yacht de son ami, le multimilliardaire Vincent Bolloré; il a imposé l'un de ses potes à la tête de la principale chaîne privée (TF1); il a pris deux semaines de vacances dans une villa de millionnaire aux Etats-Unis et enfin son gouvernement a voté une série impressionnante de cadeaux aux riches et aux couches supérieures des classes moyennes. Visiblement Sarkozy n'a pas encore totalement assimilé les règles élémentaires du savoir-vivre de la bourgeoisie: dissimuler au maximum sa fortune ou son train de vie, jeter un voile pudique sur sa vie privée, se présenter comme un type austère, insensible à l'argent, aux paillettes et aux privilèges, etc. Et ce n'est pas sa récente proposition de quasiment tripler son salaire de président de la République (de 8000 à 20 000 €, comme un Premier ministre) qui lui donnera une aura d'homme frugal.

Comme l'expliquent Monique et Michel Pinson-Charlot dans *Sociologie de la bourgeoisie*, la classe dominante dispose de toute une série de rites et de tests de sélection pour les nouveaux entrants. Pour le moment, Sarkozy, avec son côté m'as-tu-vu et arriviste, ne satisfait guère aux critères de discrétion que vante l'élite aristocrato-bourgeoise des possédants. Mais tant qu'il ne sera pas compromis dans une énorme affaire de corruption, on peut parier qu'il servira encore au Capital.

Son programme est-il libéral? Le libéralisme est-il encore à l'ordre du jour pour la classe dominante?

Que signifie exactement le mot «libéral» dans une société où, d'un côté, la propriété de la majorité des moyens de production reste entre des mains privées et où, de l'autre, l'État est le principal employeur et a planifié l'économie pendant des années ? A-t-on oublié que De Gaulle, dès 1946, lança un «plan de redressement économique», et qu'il continua à mettre en œuvre des plans, généralement triennaux, après 1958 ?

La notion de «libéralisme» constitue une notion très ambiguë pour ses partisans, comme pour ses adversaires confus. A droite, elle sert de prétexte pour critiquer les actions «redistributrices» de l'État (qui consistent, en fait, à prendre les cotisations sociales versées par les célibataires, les bien-portants et ceux qui ont un boulot fixe pour les redistribuer à ceux qui ont des enfants, qui sont malades ou chômeurs), sauf quand elles se font en faveur des patrons (on n'a jamais vu un patron protester contre une subvention ou une loi anti-ouvrière).

A gauche et à l'extrême gauche, elle est une façon de réclamer l'étatisation (partielle ou totale) du Capital, sans pour autant appeler au renversement du capitalisme, à la suppression de la hiérarchie, de l'argent, du salaire et de la division du travail. Dans les deux cas, les mots «libéralisme» ou «néo-libéralisme» empêchent d'envisager même la possibilité de supprimer le salariat, comme mode d'exploitation, et de l'État.

Peut-on s'attendre à la mise en œuvre d'une version française du thatchérisme?

C'est la façon dont Sarkozy est présenté dans la presse de gauche et d'extrême gauche. Or, Thatcher a délibérément brisé le pouvoir des syndicats et surtout des shop stewards (délégués d'atelier). Comme l'explique John Mullen, Thatcher avait six objectifs principaux: restreindre «la définition de la grève légale»; restreindre «les activités des piquets de grève» (notamment des piquets volants); mettre en place «des procédures plus contraignantes lors du déclenchement d'une grève»; introduire «des obligations spécifiques lors de la sélection des dirigeants syndicaux»; limiter,

puis abolir «le monopole syndical (*closed shop*) et d'autres modalités similaires (*check-off*)» soit le prélèvement direct de la cotisation syndicale sur le salaire; restreindre «l'activité politique des syndicats»; «et diverses autres réformes (procédures de reconnaissance syndicale, discipline interne des syndicats)» (Libertés et devoirs syndicaux de Thatcher à Blair: http://herodote.info/grandebretagne/mullen_art1.htm)

Jack: On a généralement une vision fautive de Thatcher et de son prétendu «libéralisme». Elle était en fait très interventionniste, sauf que sa politique n'allait pas vers un renforcement de l'État-providence mais vers l'externalisation, en quelque sorte, de pans entiers de l'Etat et leur soustraction par des sociétés privées.

Le projet de Sarkozy est plus subtil, même si le MEDEF et une partie des députés de droite défendent une ligne qu'on pourrait qualifier de «thatchérienne»: casser le Code du travail, privatiser les secteurs que les gouvernements précédents, de droite et de gauche, n'ont pas encore privatisés, etc.

On ne peut comparer le poids des syndicats en Angleterre (7 millions aujourd'hui pour 28 millions de salariés) et en France (2 millions pour 19 millions de salariés). De plus, on voit depuis la rentrée de septembre 2007, à quel point les syndicats ont envie de négocier, y compris la CGT, dont les effectifs sont désormais à peu près les mêmes que ceux de la CFDT et de FO, ce qui l'oblige à modérer encore davantage son discours. Le gouvernement n'a donc nul besoin, dans la situation actuelle, d'affronter sérieusement les syndicats. Il lui suffit de jouer des divisions entre eux et de distribuer quelques miettes: c'est ainsi que, à la SNCF, la FGAAC a arrêté la grève dès que la direction lui a lancé une carotte et que les représentants des «agents de conduite» se sont, de fait, désolidarisés des autres cheminots; c'est ainsi que la CFDT et l'UNSA menacent de se retirer du front syndical commun si l'on cherchait à unifier les revendications des fonctionnaires et celles des salariés «bénéficiant» des régimes spéciaux, etc. On verra ce qui se passera dans les mois et années à venir, mais il y a gros à parier que les syndicats ne s'opposeront pas frontalement au gouvernement. Rappelons aussi que les enseignants ont subi une lourde défaite en 2003, ce qui affaiblit encore plus l'influence sociale des syndicats qui reposait en grande partie sur cette catégorie sociale.

Quelles sont les grandes réformes auxquelles il faut s'attendre en matière économique ?

Le Parlement a discuté ou va discuter des sujets suivants: l'effacement de la distinction entre les mineurs et les adultes pour certains crimes; l'autonomie (en clair la privatisation rampante) des universités; la restriction du droit de grève dans les transports publics (la nécessité pour la direction d'organiser un service minimum durant les heures de pointe en cas de grève; l'obligation des grévistes d'annoncer individuellement leur volonté de faire grève 48 heures à l'avance et l'organisation d'un vote à bulletins secrets après une semaine de grève dans les transports publics; la «liberté» de travailler à un âge plus avancé; la suppression des régimes spéciaux pour les salariés d'EDF, de GDF et de la SNCF; une accentuation des mesures contre les immigrés et leur famille séjournant en France (mesures d'autant plus démagogiques que l'impérialisme français, même avec un taux de natalité supérieur à celui des autres pays d'Europe, a besoin de la main-d'œuvre étrangère mais aussi des futurs enfants des «immigrés»), etc.

Sarkozy a-t-il une ambition nationale pour «la France» ?

S'il veut continuer à maintenir sa posture gaullienne et ne pas apparaître comme un «caniche» de l'impérialisme américain ou de l'UE, Sarkozy a intérêt à définir un tel projet. En ce qui concerne l'économie, son ambition est de pousser les industries high tech déjà existantes ou de faire en sorte que la France devienne leader dans de nouveaux secteurs de pointe. Sur le plan international, à partir de la signature du mini traité européen, il voudrait que «la France» redevienne le co-dirigeant, avec l'Allemagne, de l'impérialisme européen, même si, en même temps, il a dû demander à la Commission européenne un délai supplémentaire pour résorber la dette publique française, demande contradictoire avec sa posture de donneur de leçons. Dans les livres de Sarkozy et le programme de l'UMP il est explicitement indiqué que l'État doit jouer un plus grand rôle dans l'innovation technologique. Sarkozy souligne que l'État américain finance l'innovation, à travers la recherche militaire et spatiale, et aussi à travers de multiples commandes fédérales au secteur privé, contrairement à la mythologie dite «libérale» officielle.

Marc: Sarkozy appartient à la frange gaulliste qui a toujours misé sur la fibre nationale. Cela explique le phénomène des nationalisations sur lesquelles tout le monde (gauche et droite) était d'accord jusqu'au programme commun de 1972. Sarkozy veut que la France ait le leadership de l'armée dans l'Europe par l'intermédiaire d'EADS et de Dassault. Vis-à-vis du monde du travail, il applique des mesures que certains qualifient de «libérales», selon le principe: plus il y a de chômeurs pour faire pression sur les salariés, plus on pourra produire à bas prix. Sarkozy achève le processus de déréglementation du travail, il n'innove pas vraiment en ce domaine. La TVA sociale est un

moyen de déplacer les charges sur les ménages. Le FMI s'est d'ailleurs alarmé de ce poids porté sur les ménages: il y a un risque d'explosion sociale dans un contexte de crise financière qui se prépare.

Son atlantisme supposé est-il l'expression d'une classe dirigeante qui reconnaît sa soumission au plus fort et choisit d'en tirer profit (cf. blairisme) ou quelque chose de plus idéologique?

Je ne vois pas très bien où serait l'«atlantisme» de Sarkozy, du moins par rapport à ses prédécesseurs. Sarkozy ne s'est pas publiquement opposé à Chirac sur l'Irak en 2003. Il a déclaré aux Etats-Unis qu'on le considérait comme «pro-américain», mais cette citation est toujours répétée en dehors de son contexte. En effet, il a rencontré les dirigeants de la communauté juive américaine et il leur a servi son baratin habituel. En substance: «Je suis un pragmatique et je préfère réfléchir aux solutions plutôt qu'aux problèmes.» Et il a rappelé qu'en France on le surnommait «Sarkozy l'Américain». Il a aussi expliqué que la France était l'«allié traditionnel» des Etats-Unis, mais De Gaulle n'a jamais prétendu le contraire, même s'il s'est hypocritement opposé à l'OTAN, tout en collaborant avec elle en sous-main. Quant à Chirac, il a collaboré ouvertement avec eux en Afghanistan, et la droite comme la gauche ont soutenu la première guerre d'Irak. Sarkozy a expliqué qu'il était opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, position qui ne convient pas vraiment à l'impérialisme américain. Enfin, il a vendu de la technologie nucléaire à la Libye (soi-disant pour transformer de l'eau de mer en eau potable – un aimable bobard selon les scientifiques !) et signé plusieurs gros contrats d'armement avec le dictateur libyen.

A mon avis, la plupart des discussions sur l'atlantisme supposé de la droite gauloise ne visent qu'à un seul but: réintroduire le sempiternel thème du parti de l'Etranger, voire de la Cinquième Colonne (donc disqualifier un adversaire selon une thématique chauvine) et, par ricochet, redorer la légende gaulliste. Pour cela, il existe un front uni qui va du *Monde diplomatique* au PCF en passant par le PS et une bonne partie de l'UMP. Finalement tous ces gens veulent entretenir le «roman national» de Saint Louis et Jeanne d'Arc au général de Gaulle. Ils se gargarisent tous du «génie français», de l'«exception française», de la «tradition française» et autres hochets mystificateurs.

De plus, il s'agit d'un contresens historique car le seul avenir possible de l'Union européenne, si elle veut accéder au statut de puissance internationale, consiste justement à tenter de construire une sorte de super-Etat fédéral à l'échelle continentale, qui soit assez fort, sur les plans technologique, militaire et économique, pour concurrencer les Etats-Unis. J'ignore si elle y arrivera un jour, mais ce qui est sûr c'est que Sarkozy n'est ni un anti-Européen, ni un agent de l'impérialisme américain !

Luc: Sarkozy a réussi, pour l'instant, à unifier la fraction plus internationale et la fraction plus centrée sur le national de la bourgeoisie.

Martin: Je vois au moins un point commun, sur le plan de la méthode, avec le gouvernement Bush. Celui-ci a été capable d'agir sur tous les fronts, de promouvoir une politique répressive (surveillance des groupes de résistance, construction intensive de prisons au point qu'on peut parler d'un complexe carcéro-industriel, écoutes illégales). L'avantage de présenter toutes les mesures gouvernementales en bloc comme le fait Sarkozy, c'est que certains peuvent être d'accord avec une de ces mesures et pas avec les autres et donc ils ne se mobilisent pas. La rapidité d'action du pouvoir peut contribuer à déstabiliser toute opposition éventuelle à ses projets. Inversement, elle peut se retourner contre lui, si tous les mécontents s'unissent face à son offensive.

Quelle est la stratégie de Sarkozy face à l'Union européenne et à ses exigences?

Les déclarations publiques de Sarkozy servent surtout à entretenir sa légende médiatique personnelle. Ce qui compte, sur le plan intérieur, c'est qu'il n'apparaisse pas comme un simple larbin de la Commission européenne. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'une grande partie du programme de l'UMP reprend des décisions adoptées au sommet de Barcelone et approuvées en 2002 par Chirac et... Lionel Jospin, concernant l'allongement de l'âge des retraites et le «dégraissage» des Fonctions publiques.

En ce qui concerne l'impérialisme américain, la France n'a pas les moyens de s'opposer, militairement et économiquement, à la seule superpuissance actuelle. Ceux qui critiquent l'«atlantisme» de la droite (ou de la gauche) le font d'un point de vue réactionnaire: la défense de l'intérêt national, qui est toujours, selon un vieux slogan toujours actuel, celui du Capital. Enfin, en ce qui concerne la Commission européenne, il existe depuis longtemps une division du travail efficace: les présidents ou les Premiers ministres des différents Etats européens essaient de faire croire à leurs peuples que toutes les décisions sont prises par «Bruxelles», cette ville qui abriterait un pouvoir mystérieux. Ils cachent qu'elles sont prises en présence, et avec la participation, des représentants de chaque gouvernement national.

L'ASSISE POPULAIRE DE SARKOZY: COMMENT LA COMPRENDRE ?

Que nous enseigne l'analyse des résultats électoraux en fonction des classes sociales et des classes d'âge?

Selon Jacques Serieys (http://www.prs12.com/article.php3?id_article=3323), au premier tour des présidentielles, Sarkozy a obtenu 17% des voix chez les ouvriers; 25% chez les employés; 28% chez les professions intermédiaires (agents de maîtrise) et professions intellectuelles (enseignants); 31% parmi les cadres et 37% chez les chefs d'entreprise, commerçants et artisans.

Si l'on tient compte de l'appartenance syndicale Sarkozy a obtenu chez les adhérents de la CGT: 11%; FO: 20%; CFDT: 20%; UNSA: 20%; CGC: 60%; et enfin, cerise sur le gâteau, MEDEF et CGPME: 96%.

Quant au second tour, Sarkozy a obtenu 46% chez les ouvriers et 49% chez les employés – du moins chez ceux qui ne se sont pas abstenus.

Si l'on ajoute aux résultats de Sarkozy ceux du Front national, on peut dire qu'une fraction significative de la classe ouvrière a voté pour les candidats de droite et d'extrême droite. En 2002, 25% des ouvriers avaient voté Le Pen ainsi que 23% de ceux qui gagnaient moins de 1500 € par mois. Et, en 2007, 12% des sympathisants CGT ont voté Le Pen.

Il faut souligner que, même dans les années 50 et 60, une fraction significative des travailleurs votaient déjà pour la droite. Le vote ouvrier se divisait grossièrement en trois parts égales: 1/3 pour les gaullistes, 1/3 pour les socialistes et 1/3 pour les stalinien. La composition de la classe ouvrière ayant changé, ses votes se sont disséminés entre les nouveaux partis comme le Front national et les groupes comme LO ou la LCR, et même, aux dernières élections, le Modem de Bayrou qui a obtenu 16% des votes des ouvriers, le même chiffre que l'ensemble des voix recueillies par les stalinien, les trotskystes et les Verts !

Les médias avaient préparé les électeurs à l'idée que le second tour se déroulerait entre Sarkozy et Royal. Ce lavage de cerveaux efficace a poussé de nombreux nouveaux électeurs et les travailleurs à voter, puisqu'il y a eu un taux de participation élevé (83%) durant chacun des deux tours.

Mais Sarkozy a gagné les élections, probablement parce que lui et son parti étaient considérés comme plus capables de gouverner et de traiter la question du chômage, ainsi que d'autres problèmes sociaux. En tout cas, la tentative ridicule de la gauche et de l'extrême gauche de transformer Sarkozy, en un nouveau Bush-Hitler-Berlusconi n'a convaincu ni la majorité des travailleurs, ni même la majorité de la petite bourgeoisie salariée.

En ce qui concerne les groupes d'âge, on peut dire globalement que plus les électeurs étaient âgés, plus ils ont voté Sarkozy au premier comme au second tour, avec une exception: la génération qui a eu 18 ans entre 1967 et 1975, et dont la majorité a voté pour la gauche.

58% de la jeune génération (ceux qui ont voté pour la première fois en 2007) ont soutenu la candidate du PS. 57% de ceux qui ont eu 18 ans dans les années 1990 ont voté Sarkozy. Ceux qui ont eu 18 ans dans les années 1980 se sont partagé équitablement entre Royal et Sarkozy. 55% de la génération 1967-1975 a voté pour Royal. Parmi ceux qui ont aujourd'hui entre 60 et 69 ans, 61% ont voté pour Sarkozy. Et 68% de ceux qui ont plus de 70 ans ont voté pour Sarkozy.

Quel est ce désir de « changement » qu'il a su exploiter?

Qu'est-ce qui a poussé les électeurs à voter pour Sarkozy ? Quand les instituts de sondage les ont interrogés sur leur motivation principale, entre « plus d'ordre et plus d'autorité » ou plus de libertés individuelles, 83% des électeurs de Sarkozy ont choisi, on l'aura deviné, la première solution. Mais on notera aussi que, avant l'élection, 60% des électeurs favorables à Sarkozy identifiaient leur petit réac chéri à l'idée d'un changement profond, alors que ce n'était le cas que de 30% des électeurs de Ségolène Royal. La propagande grossière et mystificatrice de l'UMP contre « l'immobilisme » (y compris donc son propre immobilisme puisqu'au cours des trente dernières années la droite a été au pouvoir la moitié du temps) a apparemment fonctionné.

Ce désir de changement est probablement lié à la croissance continue du chômage depuis 30 ans, aux difficultés croissantes de la vie quotidienne liées à la stagnation des salaires, à la difficulté des jeunes de trouver des emplois décentes même après avoir fait trois ans d'études supérieures, à la baisse de qualité de nombreux services publics, etc.

Et il y a sans doute un autre facteur: puisque la Cinquième République est une monarchie républicaine dans laquelle le Président a beaucoup de pouvoir, et que Sarkozy a été un ministre de l'Intérieur hyperactif soutenu par les médias et une rhétorique populiste, il est probable que les électeurs et électrices l'ont trouvé plus adapté à ce boulot que Ségolène Royal, qui n'était même pas soutenue par les principaux dirigeants de son propre parti, et qui a constamment hésité entre une posture autoritaire et une posture protectrice, même si la première avait très nettement sa préférence.

Göran: Je crois qu'on peut tracer un parallèle entre les élections françaises et les élections en Suède où le parti conservateur a réussi à gagner les dernières élections en se présentant comme le

parti favorable aux travailleurs qui pourrait leur redonner ce que les partis de gauche leur avaient enlevé. Le même phénomène s'est d'ailleurs produit au Danemark.

Exprime-t-il quelque chose de plus que l'inconsistance et le discrédit du projet de la gauche classique ?

Il est trop tôt pour établir s'il «fera ce qu'il dit», comme il adore le répéter depuis son élection, mais au moins il a un programme détaillé qui, s'il est appliqué et s'il ne rencontre pas d'opposition sérieuse, changera considérablement et empirera durablement la vie des travailleurs.

Fondamentalement, il veut que la France rejoigne les critères européens sur de nombreux points. Le programme économique de Sarkozy tourne autour des thèmes suivants, résumés dans le rapport sur les «freins à la croissance» établi par Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, et remis à Sarkozy en 2004, quand celui-ci fut brièvement ministre de l'Economie:

- Le travail n'est plus valorisé ni par les salariés, ni par les patrons. Ces deux groupes pensent que 57 ans est un âge «normal» pour s'arrêter de travailler. Le but du gouvernement est donc de «rééduquer» les patrons et les travailleurs. Evidemment ce discours laisse indifférent les patrons, mais il affectera très certainement les travailleurs. La France est le pays d'Europe où les salariés travaillent le moins d'années durant leur vie, et durant les dix dernières années de leur vie active, les gains de productivité sont plus faibles qu'aux Etats-Unis et dans les autres pays d'Europe. L'objectif est donc d'éliminer tous les systèmes qui permettent de cesser de travailler entre 55 et 64 ans. Les «seniors» seront alors obligés de marnier pour le Capital jusqu'à épuisement.

- * Le «travail manuel» (grand dada sarkozyen mais aussi royaliste) sera réhabilité à travers une propagande active de l'État et des entreprises privées.

- * Le Code du Travail sera modifié afin que les licenciements individuels et collectifs soient rendus plus faciles sans que la justice puisse intervenir (notamment les prud'hommes). Dans le même esprit, on diminuera aussi les «compensations» financières pour les salariés et, bien sûr, le montant des (éventuelles) amendes pour les patrons.

- * Il faut créer un contrat de travail unique. Le CDI, contrat à durée indéterminée, empêche les pauvres patrons d'embaucher et de licencier facilement leurs «collaborateurs» et c'est «injuste» pour trois catégories: les jeunes, les femmes et les personnes sans qualification qui obtiennent généralement des contrats à durée déterminée. Dans le secteur des services, les CDD servent traditionnellement à sélectionner les «meilleurs» employés. Mais dans le secteur industriel, les CDD servent à répondre seulement aux périodes de surcroît d'activité. On réalisera donc «l'égalité» entre tous les salariés en généralisant la précarité et en supprimant les protections légales pour tous les travailleurs en même temps !

Michel: Cette question de la réforme du contrat de travail – et de la Sécurité sociale professionnelle qui va avec – est beaucoup plus importante que celle du service minimum. Après tout, si des grévistes sont déterminés, ce n'est pas une loi qui les arrêtera. Par contre, si l'on transforme complètement le marché du travail, si l'on fusionne tous les organismes s'occupant des chômeurs et des précaires, si les patrons peuvent embaucher et débaucher à volonté et former des gens à la carte, alors ils auront à disposition une réserve permanente, malléable, dans laquelle ils pourront puiser en fonction de leurs besoins, à coups de périodes de formation ad hoc. Pour le moment, tous les syndicats, y compris la CGT sont prêts à discuter avec le patronat, y compris sur une «simplification» du contrat de travail (il en existe une cinquantaine).

- * Le coût du travail est trop «élevé», à commencer par le montant du salaire minimum (7,6€ de l'heure !!!).

- * La semaine de 35 heures sera abolie et remplacée par des accords locaux sur la durée du travail, permettant aux salariés de choisir «librement» s'ils veulent bosser «seulement» 35 heures ou faire des heures supplémentaires.

- * Les chômeurs n'auront plus la possibilité de refuser un travail «décent» (traduction: mal payé), donc les allocations chômage seront moins «attractives» (?) afin de «stimuler» les gens à prendre n'importe quel boulot de merde pour survivre.

- * Toutes les institutions s'occupant du chômage fusionneront, l'ANPE, l'UNEDIC et les maisons de l'emploi (structure créée en 2005 et supposée fédérer les «énergies locales» pour «aider» les chômeurs).

- * L'État encouragera les assurances de santé et les retraites complémentaires privées.

- * Dans le secteur public, les fonctionnaires auront la «liberté» d'effectuer des heures supplémentaires s'ils le «désirent», et de travailler après l'âge limite actuel (Sarkozy pense qu'il est normal que quelqu'un ait «envie» de travailler jusqu'à 70 ans !)

Frédéric: J'ai entendu une interview de Guaino durant laquelle le journaliste lui a demandé comment le gouvernement comptait s'y prendre pour diminuer de moitié le nombre de

fonctionnaires. Il a donné comme exemple la délivrance des cartes grises qui pourrait être confiée aux constructeurs et aux vendeurs de voitures. C'est ce qui s'est passé à grande échelle en Angleterre. Officiellement l'État n'a pas privatisé, il a «délégué des tâches administratives» à des dizaines de sociétés privées. Cela a permis à la fois d'augmenter la productivité des fonctionnaires restants et de verser des crédits à des services sous-traités par des entreprises privées.

* Les «régimes spéciaux» seront éliminés. Cela concernera 500 000 salariés et 1,1 million de retraités. Dans ces secteurs, on peut pour le moment encore prendre sa retraite entre 50 et 60 ans, selon son activité et le nombre d'années passer à suer au service de l'entreprise.

* Les taxes sur les bénéfices des entreprises seront diminuées de façon significative.

* Les patrons paieront moins de taxes et d'impôts à l'État s'ils emploient des travailleurs en leur payant des bas salaires. Si un patron paie 100 € un salarié, il doit aujourd'hui donner 45 € supplémentaires à l'État qui se décomposent ainsi: 10 € pour les allocations chômage, et 30 € pour les caisses de retraite, les dépenses de santé, les allocations familiales, les allocations d'invalidité et les accidents du travail. Actuellement, sur ces 30 € les patrons ne paient que 4€ pour chaque travailleur qu'ils emploient au SMIC ! Tout cela grâce aux différentes réformes adoptées par la droite et par la gauche depuis 1993, afin de stimuler les pauvres patrons à embaucher des personnes non qualifiées et sous-payées ! Cela va évidemment continuer, voire s'aggraver sous Sarkozy.

* La dette publique française devra être réduite: elle atteignait 66,6% en 2005 et l'Union européenne ne tolère en principe qu'un maximum de 60%. C'est sans doute le point le plus incohérent dans le programme de Sarkozy et dans les premières mesures gouvernementales, puisque ses députés ont voté de nouveaux cadeaux aux patrons et aux riches, éliminant ainsi des ressources importantes pour l'État.

Marie: Il y a quelque chose de nouveau dans la façon dont Sarkozy a conquis le pouvoir, face à une opposition inexistante. Cela relève beaucoup plus du style que du contenu. Il a réussi à brouiller les camps sur le plan idéologique, à s'adresser aux travailleurs, aux petites gens, car en fait il n'avait pas d'adversaires politiques, le PS ayant mêmes les positions que la droite sur la plupart des points. Sarkozy s'est appuyé sur les anciennes valeurs de la droite: grosso modo, il faut travailler et mettre les délinquants en prison. Le phénomène Sarkozy, c'est aussi la disparition du discours nationaliste de la droite qui n'a plus vraiment d'expression propre. Et l'on peut se demander si la bourgeoisie nationale française a vraiment un projet spécifique, autonome par rapport aux multinationales.

Sylvain: Sarkozy a été élu à 53%. C'est la première fois qu'un candidat annonce: le monde est comme ça et on ne le changera pas. Ce monde c'est celui de la concurrence, de la fin des couvertures sociales et on ne pourra pas revenir en arrière. Sarkozy propose de s'y adapter, et surtout de ne pas chercher à résister à ce monde-là. Il individualise les situations: selon lui, chacun a la capacité de s'y adapter. C'est l'idéologie de la responsabilité de soi. Le monde est décrit comme une objectivité qu'on ne change pas. C'est la première fois qu'un candidat d'un «grand» parti tient un discours aussi clair.

Vincent: Sarkozy et ses ministres depuis le mois de juin essaient une tactique qui a déjà fait ses preuves dans le passé. On annonce des réformes très importantes, on fait semblant de négocier et de lâcher du lest, puis finalement on recule vers une position que l'on avait déjà définie à l'avance, sans bien sûr le révéler au départ.

Paul: J'ai l'impression que l'on exagère beaucoup l'originalité du projet Sarkozy. En fait, il n'y a aucun élément absolument neuf dans tout ce qu'il raconte. C'est plutôt l'accumulation de promesses et de réformes annoncées qui crée un effet quantitatif, et qui deviendra peut-être qualitatif.

Y a-t-il un désir d'ordre dans la société plus net qu'autrefois, et sur quoi se fonde-t-il?

J'ignore s'il est vraiment plus important qu'avant. Je peux seulement dire que les médias, les journalistes, les politiciens et une bonne partie des intellectuels, de la droite à la gauche, sont en train de faire une propagande vigoureuse en faveur de la loi et l'ordre. Certains sociologues ou historiens (notamment Gérard Noiriel dans son dernier livre *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIX^e et XX^e siècle*) pensent que la société a changé au point que les journaux télévisés seraient capables de «fabriquer le consensus» (selon une expression de Noam Chomsky) autour de thèmes ultra-réactionnaires, en les présentant comme idéologiquement neutres.

Si nous prenons les 30 dernières années en France, on constate que de nombreux petits événements en banlieue ne sont devenus des événements d'importance nationale que grâce à la télévision – du moins avant les «émeutes» de novembre 2005 qui avaient évidemment, elles, une

dimension nationale. Et ce processus se nourrit de lui-même comme on l'a vu en novembre 2005. Les «émeutiers» regardaient le journal télévisé et voulaient que leur quartier, lui aussi, «passe aux infos». Quand la télévision n'existait pas, un petit incident entre 3 flics et 5 jeunes dans un quartier ouvrier ne pouvait pas être amplifié facilement. Maintenant, ce n'est plus le cas, et la présence des immigrés, qui sont non seulement présentés comme de dangereux étrangers, mais comme de dangereux musulmans, donne à la propagande xénophobe et raciste un impact beaucoup plus large, surtout lorsqu'elle est présentée comme un problème «culturel», donc quasi biologique et éternel.

Les médias ont joué leur rôle dans cette évolution en cachant et niant la dimension sociale de nombreux problèmes qui touchent la classe ouvrière en France, et la défense de la loi et de l'ordre (la fameuse «sécurité») est progressivement apparue comme la seule solution, y compris pour les générations précédentes de migrants qui sont devenus français ou qui vivent en France depuis longtemps. Il faut souligner que la gauche a adopté presque le même langage que la droite sur ces questions.

LA METHODE REPRESSIVE ASSUMEE

Quelles sont les raisons de la montée du discours répressif?

Le gouvernement doit faire face à des problèmes sociaux que ses prédécesseurs ont créés et accrus. Il ne pourrait tenter de les résoudre qu'en investissant massivement dans l'éducation, la formation professionnelle, le logement social, la santé publique, etc. Mais cette orientation serait contradictoire avec les objectifs de l'Union européenne et sa volonté de diminuer les déficits publics. On ne voit pas du tout comment un gouvernement, quel qu'il soit, pourrait trouver l'argent nécessaire pour financer toutes les mesures indispensables pour mettre un terme au chômage, aux mauvaises conditions de logement, à la détérioration des systèmes d'éducation et de santé, etc., sans s'attaquer au système capitaliste lui-même. La répression (matérielle et idéologique) est donc la seule réponse possible, dans le cadre du système. Le discours répressif a un grand avantage: il ne coûte rien, surtout quand il est intériorisé par les exploités eux-mêmes. Et si cela ne marche pas, on aura recours aux dispositifs de vidéo-surveillance publique, comme l'État et les municipalités l'ont fait en Grande-Bretagne.

Quel rôle joue l'absence de réponse sociale aux contradictions sociales montantes?

En France, depuis la Libération, l'État a toujours été présenté par la droite gaulliste, mais aussi par les partis socialiste et stalinien, comme un élément neutre, censé corriger les différences et les injustices sociales. D'où le rôle de l'Education nationale, de la Santé publique, de la Sécurité sociale et des systèmes de retraite par répartition. D'où les différents plans lancés par De Gaulle. Cette situation était en partie liée aux luttes des travailleurs (les grèves de 1936, 1953 – la fonction publique –, 1963 – les mineurs – et 1968) qui ont imposé certaines concessions à la bourgeoisie, et en partie aux choix politiques (cf. l'alliance entre gaullistes et communistes durant la Résistance et dans l'immédiat après-guerre) et économiques de la classe dominante. Les secteurs les plus avancés de la bourgeoisie (ceux les plus liés aux sommets de l'État) voulaient acheter la paix sociale en laissant les syndicats gérer de nombreuses institutions, à la fois à l'intérieur des entreprises (les CE) et à l'extérieur (prud'hommes, Allocations familiales, Assedic, etc.). Cette forme de compromis social n'est plus possible, du moins sur les bases antérieures, à cause du déclin de l'impérialisme français et de la nécessité de définir des normes européennes communes pour être compétitifs avec les autres puissances.

L'objectif du gouvernement est donc:

* de progressivement miner l'idéologie étatiste, celle de l'État-providence, qui a été propagée à la fois par la droite et par la gauche. Ce travail a déjà été commencé par une partie de la gauche réformiste (la droite du PS, certains clubs ou cercles de réflexion comme la Fondation Saint Simon), mais de façon beaucoup plus agressive et offensive par Sarkozy et l'UMP durant les cinq dernières années (cela n'aboutira sans pas à une disparition de l'État-providence, mais probablement à une diminution significative de son champ d'action et à sa sous-traitance par des institutions privées plus facilement «dégraissables»);

* de convaincre les syndicats et les associations (écologistes, ONG, groupes communautaires de tout poil) de collaborer encore davantage qu'auparavant. De ce point de vue, il est significatif que Sarkozy ait intégré dans son gouvernement trois représentants de la «société civile»: Bernard Kouchner, dont l'image est associée à Médecins du monde; Fadela Amara, dirigeante de Ni putes ni soumises; et Martin Hirsh, président d'Emmaüs. Leur docilité a d'ailleurs été rapidement mise à l'épreuve, Amara sur les tests ADN pour le regroupement familial, Hirsh sur l'exclusion des sans-papiers des logements d'urgence... Quant à Kouchner, ce n'était pas vraiment nécessaire de lui mettre une laisse, il obéit au doigt et à l'œil.

* de réprimer les travailleurs qui n'acceptent pas ou n'accepteront pas les mesures gouvernementales.

Pourquoi ne peut-on pas parler de fascisme, même modernisé?

Sur le site néo-stalinien Bellacio, Jacques Richaud (http://bellacio.org/fr/article.php?id_article=47317) affirme doctement, à partir de quatre citations de Sarkozy associant les mots «liberté» et «travail», que la devise «*Arbeit macht frei*» (Le travail rend libre) figurant au fronton des camps de concentration aurait inspiré l'UMP !!! Il ignore, tout comme les sites Indymedia et même ceux de la CNT-AIT sur lesquels on a pu lire des «raisonnements» aussi creux et ridicules, que l'on peut retrouver ce genre de rapprochement entre «travail» et «émancipation» chez toutes sortes de gens, des féministes à Tony Blair !

Le dénommé Richaud va jusqu'à affirmer que les nazis auraient commencé par introduire un certain nombre de mots dans le vocabulaire politique et à les banaliser pour mieux s'emparer du pouvoir. Il n'a sans doute jamais entendu parler du premier putsch manqué de Hitler à Munich en 1923, des corps francs, des sections d'assaut (SA ou chemises brunes) du parti national-socialiste, de

tous ceux qui pendant dix ans ont semé la terreur dans les quartiers ouvriers en Allemagne. Ce crétin prétentieux croit que le fascisme se limite à un problème de changement lexical, qu'à la limite un publicitaire doué, à la tête d'une puissante agence, pourrait imposer dans le langage commun.

Les fascistes italiens, comme les nazis allemands, se sont appuyés sur des organisations de masse regroupant des centaines de milliers de chômeurs, des petits-bourgeois ruinés, des anciens combattants et une fraction de l'armée. Ils ont constitué des partis interclassistes et des milices pour briser physiquement toutes les institutions du mouvement ouvrier, et ce avant la marche sur Rome (1922) ou la nomination de Hitler comme chancelier du Reich en 1933. Ils n'ont pas pris le pouvoir grâce à une simple victoire d'ordre linguistique, mais par l'usage systématique de la violence contre les syndicats et partis ouvriers et l'organisation de milices paramilitaires. Ils attaquaient les sièges et les manifestations des syndicats et partis de gauche, brisaient les grèves, assassinaient les militants ouvriers; en d'autres termes ils essayaient d'organiser une véritable terreur contre la population ouvrière. Et quand ils se sont trouvés à la tête de l'État, les fascistes et les nazis ont détruit non seulement toutes les formes d'organisation des travailleurs, mais aussi les partis bourgeois et la démocratie bourgeoise.

Malgré les inepties répandues sur Sarkozy, le Petit Démagogue et son parti, l'UMP, n'ont rien à voir avec le fascisme et une idéologie totalitaire. A moins de vouloir appeler tout État bourgeois «totalitaire», quel que soit le régime politique. Et alors ce mot devient un terme creux, que l'on peut remplacer indifféremment par n'importe quel autre: «oppressif, réactionnaire, dictatorial, antidémocratique, autoritaire, répressif, antisocial» ou, pourquoi pas, «très méchant» !

Généralement ceux qui évoquent le fascisme ou le totalitarisme à propos de Sarkozy ne savent pas de quoi ils parlent: en d'autres termes, ils croient qu'une dictature sanglante va se mettre en place rapidement ou bien qu'elle va s'imposer sans toucher grand-chose aux structures politiques et sociales actuelles qui seraient déjà totalitaires. Ou alors ils essaient de manipuler la haine des masses contre le fascisme et le nazisme.

C'était le cas quand le PCF s'est opposé au coup d'État du général de Gaulle en 1958, en le présentant comme un «fasciste». Mais ce qui était possible (ou du moins qui valait la peine d'être tenté pour les stalinien) à la fin des années 50 (même si c'était politiquement erroné et stupide) n'a plus de sens aujourd'hui, quand la plupart des militants sont nés après la Seconde Guerre mondiale et n'ont aucune idée concrète de ce que signifiait vivre sous un régime fasciste ou même sous la dictature militaire de Pétain (à ce sujet voir *Pourquoi le gouvernement Sarkozy n'est pas Vichy II*). L'antifascisme moderne n'a pas grand-chose à voir avec l'antifascisme de la Résistance armée. Hier, cette idéologie nationaliste pouvait coexister avec un espoir, vague et confus, de révolution sociale (cf. par exemple les quelques phrases de la «contre-lettre de Guy Môquet» qui circula sur Internet aux alentours du lundi 21 octobre 2007, date de sa lecture obligatoire dans les écoles). Déjà limité et manipulé hier, l'antifascisme aujourd'hui n'a pas d'autre horizon que la démocratie bourgeoise. Dans la tête de la plupart des «antifascistes» actuels, des mots comme «fascistes» ou «fascisme» ne sont qu'un moyen paresseux et facile de discréditer n'importe quelle personne de droite ou conservatrice, voire qui ne pense pas comme eux. Le mot a été vidé de son sens pour devenir une simple insulte, complètement banalisée.

Sergio: Je crois que la sous-idéologie, le sous-anti-fascisme qui a été déployé contre Sarkozy donne une identité de substitution à des réseaux, des organisations, il leur donne une vague consistance. Ce n'est certes pas nouveau, mais, une fois qu'on a touché le fond, on peut continuer à creuser. La diabolisation évite de réfléchir, elle traduit l'absence de repères solides dans ces milieux libertaires ou «gauchistes».

Victor: Qui a déclaré: «Il faut prendre appui sur les institutions les plus sûres, la famille, la patrie, la morale» ? Pétain, Laval, Le Pen ? Non Georges Pompidou, que l'on n'a jamais accusé de fascisme ! La référence au triptyque «travail-famille-patrie» n'a rien de spécifiquement vichyste ou fasciste. Un des dangers de la nazification de Sarkozy, c'est qu'elle peut pousser à des actes désespérés, voire même, pourquoi pas, à un nouveau terrorisme d'extrême gauche.

On entend et on lit souvent chez les défenseurs des réfugiés politiques italiens que ceux-ci auraient pris les armes en Italie pour empêcher les fascistes de prendre le pouvoir. C'est ce qu'on lit par exemple sous la plume de Fred Vargas. Or, s'il est évident qu'il faut défendre les droits des réfugiés politiques italiens et exiger la libération immédiate de tous les prisonniers politiques d'extrême gauche en Italie, il faut en même temps avoir les idées claires: ceux qui ont poussé à la lutte armée en Italie, notamment les BR, avaient une conception politico-militaire de la construction du Parti. Ils voulaient imposer, à un mouvement qu'il jugeait immature, des étapes que ce mouvement n'était pas capable d'assumer par lui-même. Les BR ont voulu imposer une logique militaire au mouvement social, et cela n'avait rien à voir avec un danger fasciste en Italie. Même si les fascistes organisaient des attentats, tuaient des militants, etc., ils n'avaient pas les moyens de prendre le pouvoir. Ils agissaient (notamment les groupuscules les plus fanatiques) comme des mercenaires des services secrets et non comme les chemises noires de Mussolini.

Jérémie: A ce propos il faut noter l'usage abusif du terme de «résistance». Si l'on entend par là qu'il faut se défendre voire si possible contre-attaquer face à l'offensive des patrons et de l'État, pas de problème. Par contre, s'il s'agit de jouer avec la mythologie de la Résistance, de comparer les rafles actuelles avec celles des Allemands et de la police française sous l'Occupation, ou les discours de Sarkozy avec ceux de Goebbels, on se trompe lourdement. On n'identifie pas efficacement nos ennemis, et on ne se fixe pas de cibles claires.

Alain: Dans le dernier bouquin de Didier Eribon (*D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*), qui contient par ailleurs des choses utiles, on a aussi, malheureusement, un excellent exemple de la confusion intellectuelle qui règne à l'extrême gauche, chez les libertaires et chez beaucoup de militants altermondialistes ou de gauche. Ainsi Eribon écrit que Rosanvallon et les intellectuels «sociaux-libéraux» ne sont pas des fascistes mais auraient des «pulsions fascistes». Si l'on partage une «analyse» de ce genre, alors il n'y a pas de raison de faire un procès en «pulsions fascistes» à n'importe quel politicien de droite, à commencer par Sarkozy !

Quelles seront les nouvelles formes prévisibles de répression? Quelles contradictions peuvent-elles faire naître?

Sarkozy et l'UMP ont dépensé beaucoup d'énergie, durant les dernières années, pour faire passer quatre nouvelles lois répressives. Mais le tableau sécuritaire ne serait pas complet sans la première loi qui est passée sous un gouvernement socialiste, celui de Jospin, en 2001.

La loi sur la sécurité quotidienne ou LSQ (2001), la loi sur l'orientation et la programmation pour la justice (2002), la loi sur la sécurité intérieure (2003), la loi sur l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (2004) et la loi sur la prévention de la délinquance (2007) mélangent délibérément différentes dimensions qui n'ont aucun lien entre elles:

- * la lutte contre le terrorisme international qui a frappé la France plusieurs fois, notamment en 1980, 1982, 1985, 1986, 1995 et 1996;

- * la prévention de la délinquance, y compris à un très jeune âge (3 ans) à travers des tests scolaires et toutes sortes de rapports, et avec la coopération obligatoire des enseignants, médecins, travailleurs sociaux, etc.;

- * un contrôle plus sévère exercé contre tous les citoyens: amendes plus élevées pour ceux qui ne paient pas leur ticket dans les transports en commun; procédures plus expéditives pour fouiller dans les voitures, les domiciles privés, pour écouter les conversations téléphoniques; liens plus fréquents entre les différentes banques de données de l'État; création de fichiers d'empreinte génétiques;

- * la lutte contre la prostitution,

- * la construction de nouvelles prisons,

- * la lutte contre l'immigration «illégal» et contre ceux qui aident les sans-papiers à survivre,

- * une réforme de la justice, qui entraînera une diminution des droits des personnes arrêtées, un internement plus fréquent, des jugements plus rapides et moins de garanties pour les accusés,

- * la lutte contre la délinquance des mineurs à travers la création de prisons spéciales et l'effacement progressif de la différence entre les crimes commis par des mineurs et ceux commis par des adultes,

- * la répression contre les Roms, à travers des amendes plus élevées contre l'occupation «illégal» de terrains,

- * la répression contre la mendicité,

- * la lutte contre les consommateurs de drogue,

- * la lutte contre les pédophiles, violeurs et harceleurs sexuels,

- * la restauration de l'autorité des enseignants dans l'Éducation nationale, à travers des sanctions légales plus sévères contre les insultes ou la violence au sein des salles de classe,

- * la lutte contre «les incivilités» qui prend comme principale cible les jeunes prolétaires, et spécialement les jeunes Français dont les parents sont originaires d'Afrique du Nord ou d'Afrique noire. Cette propagande essaie de convaincre les Franco-Gaulois que cette partie spécifique de la population serait responsable de toutes les carences de l'État dans les quartiers ouvriers: logements mal entretenus, mal desservis par les transports en commun, insuffisance de moyens dans les écoles, chômage, système de santé déficient (voire absent) dans les banlieues populaires, absence d'institutions culturelles, de jardins, etc.

Cette confusion délibérée entre différents problèmes sociaux, qui n'ont aucun lien entre eux, a un objectif clair: jouer sur les peurs de tous face à des dangers ou des difficultés imaginaires (mais parfois réels), afin de leur faire accepter volontairement une diminution importante de leurs droits démocratiques élémentaires, ainsi qu'une augmentation du pouvoir arbitraire de la police et de la justice. Et aussi de pousser des citoyens ordinaires à aider toutes les institutions étatiques, à coopérer avec la branche ouvertement répressive de l'État (flics et juges) mais aussi avec sa branche «sociale» (travailleurs sociaux, médecins, enseignants), afin de repérer et dénoncer tous ceux qui n'ont pas un comportement «correct» ou «décent».

Valérie: Malgré la multiplicité des cibles potentielles, il me semble que la droite veut rassurer les classes moyennes en ciblant certaines populations (sans-papiers, toxicomanes, Roms, prostituées) plus que d'autres. D'où à la fois l'appel à la délation et la généralisation des caméras dans les lieux publics. Il y a même un projet de commissariat virtuel qui permettrait en quelque sorte de porter plainte sur Internet, avant de se rendre dans un deuxième temps au commissariat.

Frédéric: Je vois un aspect nouveau aussi, c'est l'accent mis sur la répression des enfants. Non seulement les enfants de sans-papiers, mais tous ceux qui auraient de prétendus «comportements à risques». On demande aux travailleurs sociaux, aux enseignants et aux médecins scolaires de fichier les élèves et d'aller très loin dans la surveillance de la vie privée des parents, tout cela bien sûr au nom de la «protection de l'enfance» et de la «prévention de la délinquance».

Chuck: Tout ce que vous décrivez ressemble beaucoup à ce qui s'est passé en Angleterre, notamment sous Blair avec la condamnation des attitudes «antisociales» des enfants ou des ados, l'adoption de couvre-feux pour les mineurs, l'interdiction que des groupes de jeunes restent immobiles dans la rue, etc.

Vince: Aux Etats-Unis, en avril 2002, Bush a annoncé la création d'une New Freedom Commission (Nouvelle commission pour la liberté !) qui a décidé de multiplier les tests psychiatriques, y compris avant 5 ans, afin de disposer du maximum de données sur la jeunesse américaine et évidemment traiter «préventivement» les problèmes à grands coups de médicaments – une décision qui a bien sûr comblé l'industrie pharmaceutique puisque 9 pédiatres sur 10 «soignent» les jeunes en leur prescrivant des médicaments.

La NFC a proposé de généraliser un programme clés en main mis au point par Bush (quand il était gouverneur du Texas) et les grandes sociétés pharmaceutiques (Janssen Pharmaceutica, Eli Lilly, Johnson & Johnson, Astrazeneca, Pfizer, Novartis, Janssen-Ortho-McNeil, GlaxoSmithKline, Abbott, Bristol Myers Squibb, Wyeth-Ayerst et Forrest Laboratories). Le TMAP (Texas Medication Algorithm Project) était obligatoire pour les praticiens dans toutes les institutions, de l'école à la prison, en passant par le moindre centre de santé. La NFC recommande bien sûr les médicaments les plus chers dont nombre d'anti-dépresseurs. Seul un esprit malveillant établirait un lien entre les gros chèques signés par l'industrie pharmaceutique pour le Parti républicain (en 2000, les laboratoires Lilly lui ont, par exemple, versé 1,4 million de dollars) et les prises de position de Bush en matière de santé. Le Teen Screen Programm (programme de dépistage systématique des jeunes) proposé par la NFC devrait toucher 52 millions d'enfants et est censé faire baisser également le taux de suicides. Quant aux parlementaires de l'Illinois, ils ont été encore plus loin, puisqu'ils ont voté une loi proposant des tests aux 4^e et 9^e mois de grossesse pour détecter d'éventuels «comportements à risques» chez les fœtus... ! En 2003, la prescription d'antidépresseurs a augmenté de 49 % chez les enfants de moins de 5 ans et de 85% chez les enfants de 5 à 9 ans.

(Cf. l'article en anglais sur Internet

http://www.lawyersandsettlements.com/articles/pharma_business.html)

Quelle sera l'attitude des patrons et des syndicats ?

Au départ, la plupart des syndicats se sont montrés très coopératifs et dociles avec le gouvernement. Certains ont organisé une protestation symbolique et groupusculaire contre la nouvelle loi anti-grève dans les transports, puis une journée d'action le 18 octobre à la SNCF qui a ensuite été étouffée par la CGT d'un côté, la FGAAC de l'autre, sans grandes difficultés apparemment, vu la faible participation aux assemblées générales.

Quant aux patrons, ils considèrent évidemment que le gouvernement doit continuer et que Sarkozy est trop timide et trop prudent.

EN CONCLUSION

Y a-t-il un projet de gouvernement cohérent, disposant d'une solide assise sociale, ou le succès de Sarkozy est-il faible parce que

- 1) fabriqué à coups de manipulation médiatique,***
- 2) l'expression d'une classe capitaliste en perte de vitesse,***
- 3) sans véritable perspective quant à la gestion des contradictions sociales montantes ?***

Il y a un projet plutôt cohérent qui est pour le moment limité par le rôle traditionnel de l'État dans l'économie et dans les relations entre patrons et syndicats, et par les vestiges du poids et de l'influence de ce qu'a été le mouvement ouvrier. Les médias ont joué leur rôle, mais la droite française, traditionnellement considérée comme la plus bête du monde, a récemment fait un effort pour trouver de nouvelles façons de traiter les problèmes économiques et sociaux.

La classe qui me semble le plus en perte de vitesse, pour le moment, c'est la classe ouvrière européenne et américaine qui est en train d'être atomisée, précarisée, «dégraissée», désyndicalisée,

etc., sans réussir pour le moment à trouver une réponse collective nouvelle et appropriée. En ce qui concerne la troisième question, cela ne me paraît pas très important que la classe dominante sache, ou ne sache pas, gérer en détail toutes les contradictions sociales. Elle dispose de suffisamment de gens bien informés à sa botte pour trouver des réponses rapides en cas de crise. Le problème se situe davantage au niveau du coût de ces réponses éventuelles pour les capitalistes, d'une part, pour les travailleurs, de l'autre, que de la capacité pratique à trouver des réponses à court ou moyen terme.

Philippe: Je crois qu'on est tous d'accord pour dire que Sarkozy incarne le programme de la droite mais avec un sens de l'urgence lié à l'accumulation du capital sur le plan international. Autrement dit: Sarko c'est la droite habituelle poussée au cul par l'internationalisation de l'économie et l'exacerbation de la concurrence.

